

SOMMAIRE

**RAPPORT
ANNUEL**

EXERCICE 2002

4	CONSEIL D'ADMINISTRATION
5	CONSEIL DE DIRECTION
6	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL
7	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28/05/2002
	ORDRE DU JOUR
8	RAPPORT D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
16	RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
18	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
20	

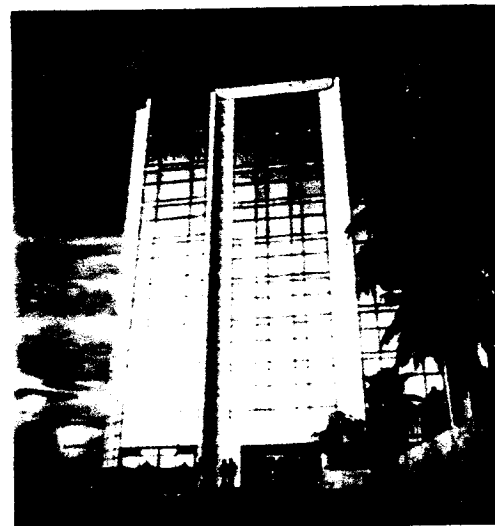
CONSEIL D'Administration

PRESIDENT DU CONSEIL

M. Yves Boha DJERE (Représentant SIR)

SIR REPRESENTEE PAR :

M. Laurent Zirignon OTTRO
M. Joël André Gerald Dervain
M. Jean TOSI
M. Cyrille BOUABRE



SHELL-CI REPRESENTEE PAR :

M. Christian FASSINOU

COMMISSAIRES AUX COMPTES :

M. Daouda SANGARE

Expert-comptable
diplômé inscrit près
la Cour d'Appel
d'Abidjan

M. Christian MARMIGNON Expert-comptable
ERNST & YOUNG diplômé-associé
inscrit près la
Cour d'Appel
d'Abidjan



CONSEIL De Direction

DIRECTEUR GENERAL

M. Adama DAO

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

M. Honoré KHISSY
BEYNIUAH

DIRECTEUR FINANCIER

M. Joachim CAMARA
NAGNELBAN

RESPONSABLE DE PRODUCTION

M. Jules OHOUO Amon

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENT

Mme Solange GNAMIEN

RESPONSABLE ADJOINT PRODUCTION

M. Antoine BOUO Bella

REPARTITION Du Capital Social

SIR

46,043 %

DIVERS PRIVES

28,213 %

SHELL - CI

5,744 %

TOTAL

100,000 %



ASSEMBLEE Générale Ordinaire

ORDRE DU JOUR

Audition du rapport de gestion du
Conseil d'Administration à l'A.G.O.

Audition des rapports des commissaires
aux comptes

Approbation des comptes annuels clos
au 31 décembre 2002

Affectation des résultats

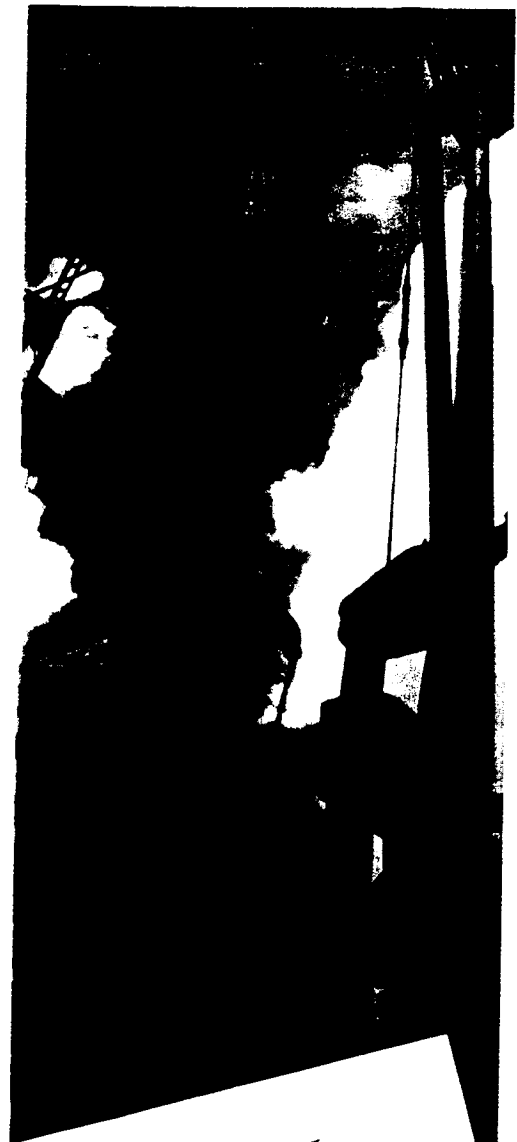
Approbation des conventions visées à
l'article 438 de l'acte uniforme de
l'OHADA

Quitus aux administrateurs et décharge
aux commissaires aux comptes

Fixation du montant des indemnités de
fonction

Adoption du projet d'emprunt obligataire

Adoption des résolutions



ATTENTION
L'Assemblée Générale
Ordinaire du 30 Mai 2003 se
tiendra à: 10h 30 au NOVOTEL
- PLATEAU, salle " Ivoire "

RAPPORT D'ACTIVITES DU Conseil D' Administration



Mesdames et Messieurs,
Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de :

- Vous rendre compte des activités de votre Société au cours de l'exercice 2002,
- Vous faire connaître les résultats obtenus,
- Soumettre à votre approbation, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Les convocations vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition au siège de la société à Abidjan-Vridi et à celui de la Bici-bourse à Abidjan-Plateau.

Il vous sera présenté les différents rapports ainsi que ceux

établis par les Commissaires aux Comptes.

Enfin, il vous sera donné un aperçu des perspectives de votre société pour l'exercice en cours.

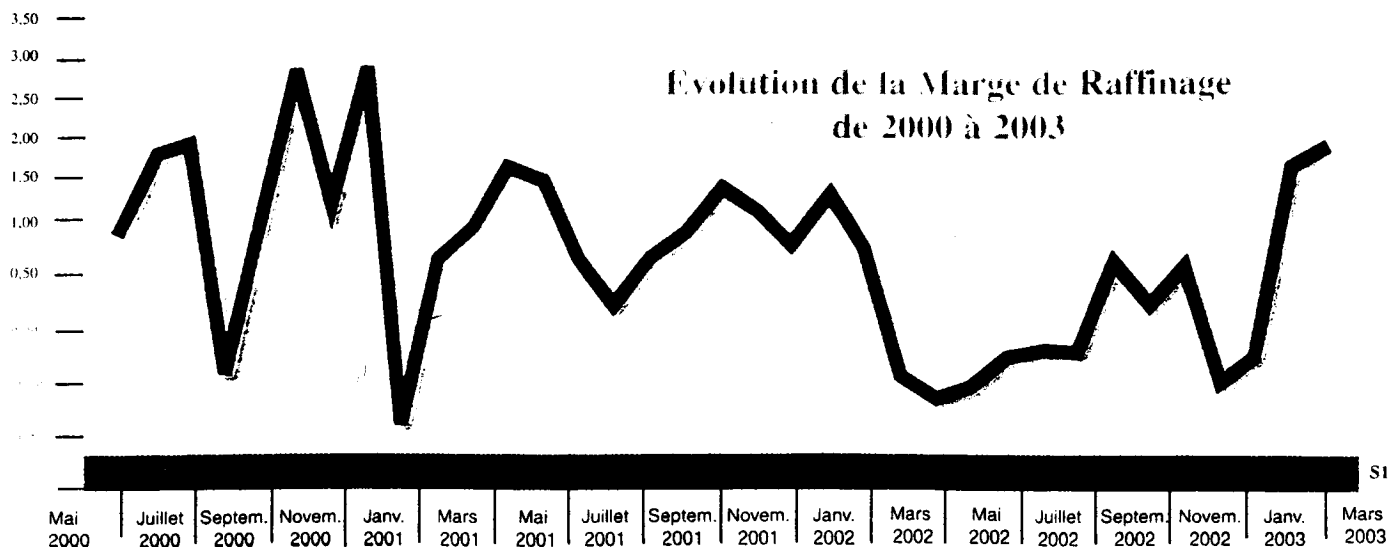
ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les activités de la SMB se sont déroulées au cours de l'exercice 2002 dans un environnement économique, industriel et socio-politique défavorable.

Au plan international, le secteur raffinage dont les performances sont mesurées par les fondamentaux ci-après décrits, a connu d'énormes perturbations. Il s'agit :

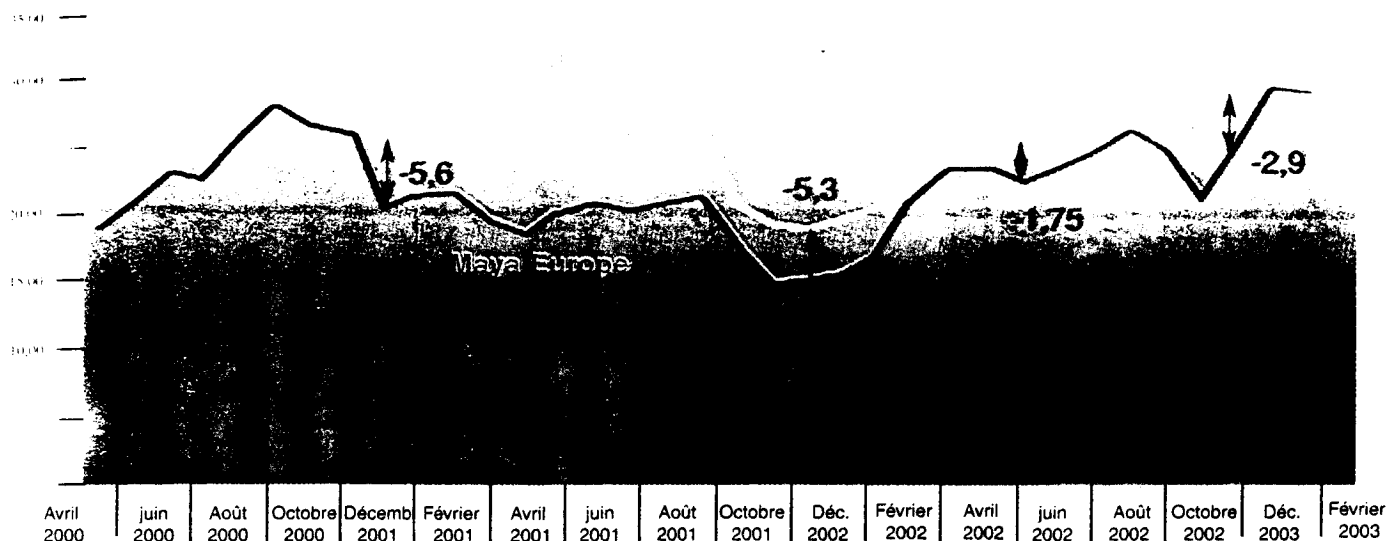
- De la marge de raffinage qui a enregistré un très faible niveau jamais réalisé depuis 1992.

Evolution de la Marge de Raffinage
de 2000 à 2003



RAPPORT D'ACTIVITES Du Conseil D' Administration

Evolution du prix du brut lourd Europe de 2000 à 2003



• Du différentiel (spread) de prix entre les bruts lourds et légers ;

Ce différentiel s'est totalement aminci suite à la réduction des quotas de l'OPEP rendant de facto le brut lourd plus onéreux.

En effet, les prix des produits pétroliers issus de ces bruts lourds n'ont pas suivi les hausses relatives observées sur lesdits bruts.

Au plan national, malgré une embellie observée sur les 8 mois de l'année au niveau des fondamentaux de l'économie nationale, notre secteur d'activité n'a pas bénéficié de cette relance. La situation de guerre du 19/09/2002 couplée avec la quasi disparition du marché national de produits bitumineux observée depuis 1999,

s'est encore accentuée cette année pour atteindre des volumes de plus en plus faibles.

Au plan de la production, les unités ont beaucoup souffert de la situation de fin de cycle (un arrêt métal tous les 5 ans), entraînant un taux de service très bas.

Au plan comptable et financier, l'on a enregistré un accroissement important de nos besoins de financement, compte-tenu de la faiblesse de nos marges de raffinage. Cela s'est traduit par un recours systématique aux crédits bancaires court terme.

La situation de guerre qui sévit en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 a eu des répercussions très néfastes sur les résultats de notre société. Il en ressort un résultat déficitaire de 1 799 MFCFA.



RAPPORT D'ACTIVITES

DU Conseil D'Administration



En effet, l'impact de la guerre a occasionné un manque à gagner de 3 300 MFCFA et des surcoûts d'exploitation de 1 100 MFCFA, d'où un résultat hors effet de guerre qui aurait été de 401 MFCFA.

Au total, les difficultés (externes et internes) évoquées ci-dessus ont constitué tout au long de l'exercice une menace sérieuse pour la compétitivité de nos produits à l'exportation (concurrence des bitumes en provenance des raffineries d'Espagne, des Caraïbes et de l'Afrique du Sud).

C'est donc dans cet environnement économique défavorable qu'il convient d'examiner les différents aspects majeurs de notre activité.

A - ACTIVITES DE PRODUCTION ET D'INVESTISSEMENTS

1. Fonctionnement de l'unité

Au cours de l'exercice sous revue, la marche de l'unité a été affectée par :

- La situation de fin de cycle qui a perturbé le fonctionnement normal de l'outil de production,
- La faiblesse des marges de raffinage ayant entraînée un niveau réduit du processing,
- Les difficultés d'approvisionnement de la matière première suite à la rareté des bruts lourds.

2. Traitements de bruts

Au cours de l'exercice 2002, l'usine a traité 184 KT de pétrole brut à bitumes contre 209,8 KT l'exercice précédent, soit une baisse de 12,3%.

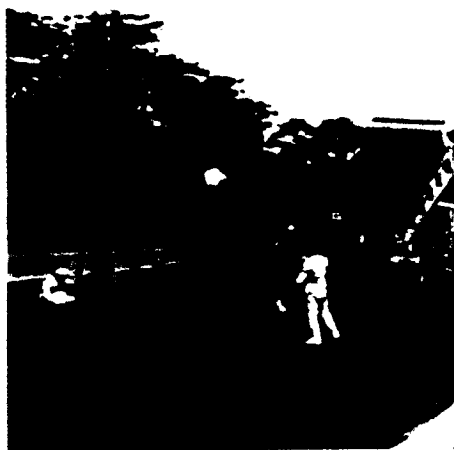
Par rapport au budget 2002 (278,5 KT), nous enregistrons un taux de réalisation de 66% avec un taux d'utilisation de l'unité de production de 54%.

Le taux de pertes et combustibles réalisé est de 1,69% à comparer à un taux budget de 2,10%. Cette baisse est consécutive à l'utilisation à 100% du gaz naturel comme combustible.

En définitive, le traitement de pétrole brut à bitumes a permis d'obtenir au terme de l'exercice 2002 une quantité de 98,2 KT de distillats et de 84,5 KT de bitumes (toutes qualités confondues).

3. Processing

L'unité SMB a traité 104 KT de pétrole brut léger pour le compte de la SIR au cours de l'exercice 2002 contre un traitement de 165,8 KT l'exercice précédent, soit une baisse de 37,3%, eu égard à la faiblesse des marges de raffinage.



RAPPORT D'ACTIVITES

Du Conseil D'Administration

4. Arrêt Général d'Entretien

Le grand arrêt général d'entretien prévu sur l'exercice 2002 pour un (1) mois de travaux s'est déroulé du 25 septembre au 25 novembre 2002, soit deux (2) mois de travaux.

En effet, la situation socio-politique du pays a conduit à un prolongement d'un mois avec un surcoût de 10% au niveau des dépenses.

5. Investissements techniques

Les investissements techniques réalisés au cours de l'exercice sous revue s'élèvent à 1.066 MFCFA.

Ils concernent principalement :

- Les travaux de bacs,
- L'installation d'une pompe d'expédition de bitumes de 250 m³/h,
- La mise en place d'un viscosimètre,
- L'installation de l'aéroréfrigérateur de tête 41,
- L'amélioration de l'exploitation des bacs de bruts à bitumes.

B - ACTIVITES COMMERCIALES

1. Approvisionnement en Matières Premières

La politique de diversification des sources d'approvisionnement entreprise depuis 1998 s'est traduite par

l'achat de trois types de bruts pour l'exercice 2002 :

- Le brut BCF 17° (57,9 KT) du Venezuela,
- Le brut Maya 22 (77,5 KT) du Mexique,
- Le brut Marlim (45,9 KT) du Brésil.

La quantité de brut achetée au cours de l'exercice sous revue est de 155,6 KT pour une valeur de 17 281 MFCFA en baisse en volume de 33% et de 29% en valeur par rapport à l'exercice précédent.

Par rapport au budget 2002, les achats de l'exercice représentent un taux de réalisation de 54% en volume et 54% en valeur. Ce retard s'explique surtout par la sous-activité de l'entreprise au cours de l'exercice sous revue.

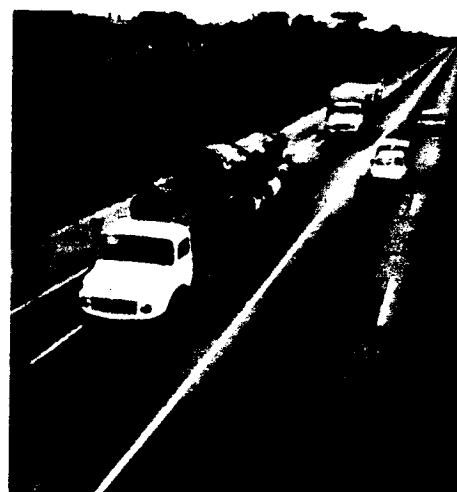
2. Ventes

2-1. Bitumes (tous marchés confondus)

Les ventes totales de bitumes réalisées au 31 décembre 2002 sont de 97,2 KT correspondant à un chiffre d'affaires de 11 289 MFCFA contre 106 KT de bitumes vendus l'exercice précédent avec un chiffre d'affaires de 14 697 MFCFA, soit une baisse en volume de 8 % et en valeur de 23 %.

Par rapport au budget 2002, ces ventes représentent un taux de réalisation de 66% en volume et 61% en valeur.

Les ventes totales de bitumes au 31 décembre 2002 se répartissent sur les différents marchés comme suit :



RAPPORT D'ACTIVITES

Du Conseil D'Administration

2-2. Ventes de Bitumes en Côte d'Ivoire

Au 31/12/2002, les quantités de bitumes vendues sont de 5 KT pour une valeur de 693 MFCFA contre 4 KT au 31/12/2001 pour un chiffre d'affaires de 551 MFCFA, soit une hausse en volume de 25% et en valeur de 26%.

Il est à noter que le budget prévoyait sur ce marché des ventes de 15 KT valorisées à 2 103 MFCFA, soit un taux de réalisation de 33% en volume et 33% en valeur.

La baisse constatée sur les volumes est essentiellement liée au ralentissement et la non exécution de certains projets routiers dont les financements étaient acquis :

- Niakara – Ferké,
- Bouaké – Katiola,
- La réfection de la Côte.

2-3. Ventes de Bitumes au Burkina-Faso, Mali, Niger (Zone de desserte)

Au cours de l'exercice 2002, la SMB a vendu 16 KT de bitumes qui ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 1 925 MFCFA, contre 13 KT en 2001 évaluées à 1 740 MFCFA, soit une hausse en volume de 23% et en valeur de 11%.

Pour ce marché, les prévisions budgétaires étaient estimées à 10 KT pour une valeur de 1 243 MFCFA, soit un taux de réalisa-

tion de 160% en volume et 155% en valeur.

La hausse constatée est essentiellement liée à la poursuite des réalisations des projets routiers démarrés en 2001 au Mali et au Burkina Faso.

Une meilleure performance dans cette zone était attendue, n'eut été l'arrêt brutal des livraisons au Mali et Burkina suite à la situation de guerre que connaît la Côte d'Ivoire.

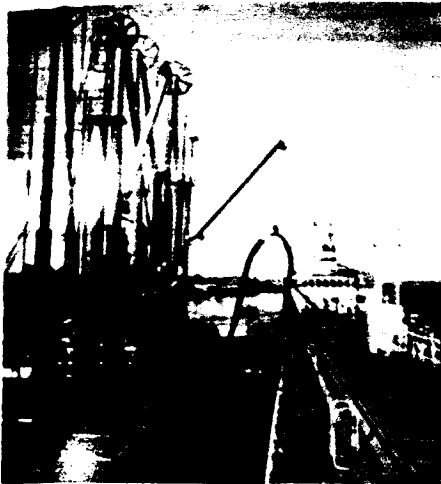
2-4. Ventes de Bitumes par Mer (Exportations)

Le marché export est composé en grande partie par les pays à façade maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les exportations de bitumes enregistrées sur l'année 2002 sont de 76 KT de bitumes correspondant à un chiffre d'affaires de 8 671 MFCFA contre 89 KT de bitumes vendus l'exercice précédent pour un chiffre d'affaires de 12 406 MFCFA, soit des baisses respectives de 15% en volume et 30% en valeur.

Les ventes de bitumes réalisées à l'exportation sur l'année 2002 comparées aux prévisions budgétaires (122 KT pour un chiffre d'affaires de 15 263 MFCFA) correspondent à des taux de réalisations de 62% en volume et de 57% en valeur.



RAPPORT D'ACTIVITES Du Conseil D'Administration



Le retard en volume observé est dû essentiellement :

- A la perte de marché de Total Nigeria pour des problèmes de vetting ;
- A la perte d'une part de marché au Ghana, Cameroun, Guinée ;
- Au mauvais fonctionnement de l'outil de production et difficultés logistiques ayant entraîné 118 jours d'arrêt ;
- Aux difficultés d'approvisionnement en brut à bitumes suite aux réductions des quotas de l'OPEP et à l'indisponibilité de ces bruts sur le marché international.

5. Les ventes de distillats ex-SMB à la SIR (Essence, Kerosène, Gasoil, etc.)

Tous les distillats issus du traitement de pétrole brut à bitumes au 31 décembre 2002 et qui s'élèvent à 98 KT ont été vendus à la SIR pour un chiffre d'affaires de 14 815 MFCFA contre 103 KT en 2001 pour un chiffre d'affaires de 16 991 MFCFA, soit une baisse de 5% en volume et de 13 % en valeur.

Par rapport aux prévisions budgétaires 2002, les ventes de distillats réalisées sur l'année 2002 correspondent à des taux de réalisations de 74% en volume et de 64% en valeur.



C - ACTIVITES FINANCIERES & ADMINISTRATIVES

1. Activités financières

Au plan de la gestion financière, les besoins de financement d'exploitation (y compris les importations de pétrole brut) et d'investissements ont été financés essentiellement par la mise en place de crédits spots locaux à des taux moyens variant entre 5,8% et 8,50% contre 7% l'exercice dernier (hausse des taux d'intérêt en rapport avec la situation de guerre que connaît le pays). En effet, l'exercice 2002 a été surtout marqué par un accroissement de nos besoins en fonds de roulement et cette hausse s'explique pour l'essentiel par l'allongement du délai de règlement de notre principal client (SIR). Quant au fonds de roulement de l'exercice, celui-ci est resté insuffisant pour couvrir les besoins en fonds de roulement sus-mentionné, il en résulte donc une trésorerie nette fortement négative de 10 187 MFCFA au 31/12/2002 avec un encours de créances de 8 645 MFCFA (dont 6 657 MFCFA sur la SIR).

Les investissements de l'exercice ont porté principalement sur les aspects suivants :

- La reconstruction des bacs de stockage de l'exercice (6 bacs sur 9),
- L'acquisition des bacs de stockage de l'ex-Sodesucre (Capacité nominale de 15000 TM),

RAPPORT D'ACTIVITES

Du Conseil D'Administration



- L'installation de l'aérorefrigérant de tête,
- L'installation d'une pompe d'expédition.

Les principaux indicateurs financiers se présentent comme suit :

- Le Chiffre d'Affaires global y compris le traitement à façon pour le compte de SIR (Processing) s'élève à 27 418 MFCFA contre 33 394 MFCFA au 31/12/2001, soit une baisse de 18%,
- La marge brute sur matières s'élève à 4 691 MFCFA au 31/12/2002 contre 8 317 MFCFA l'exercice dernier, soit une baisse de 44%, (baisse due essentiellement à l'effondrement des marges de raffinage sur le marché international, la quasi disparition du marché national de produits bitumineux),
- Les charges de fonctionnement et frais généraux ont été maîtrisés ;
- Le résultat d'exploitation ressort négatif à (772) MFCFA au 31/12/2002 contre un résultat d'exploitation positif de 1 050 MFCFA au 31/12/2001.

En effet, les marges de raffinage dégagées n'ont pas suffi à couvrir les charges d'exploitation.

Au total, après déduction des dotations aux amortissements et provisions, il en résulte un résultat net déficitaire de 1 799 MFCFA au 31/12/2002 contre un résultat net positif de 390 MFCFA au 31/12/2001.

2. Administration et gestion du personnel

S'agissant de l'administration du personnel, l'effectif est resté relativement stable. Quant à la formation, le plan bâti en début d'année s'est déroulé toute l'année 2002 et devrait se poursuivre sur 2003.

Il convient de signaler qu'un départ négocié du Secrétaire Général a été réalisé au cours de l'exercice sous revue.

3. Comportement de l'action SMB

L'action SMB a connu une tendance baissière à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours de l'exercice 2002. Elle a évolué dans une fourchette de cours se situant entre 22 000 FCFA et 15 000 FCFA (au 31/12/2002). Pour mémoire, le cours d'introduction à la bourse le 1er février 1996 était de 11 675 FCFA.

4. Affectation des résultats

A la lumière des considérations précédentes et compte-tenu du résultat net déficitaire, notre Conseil d'Administration propose l'affectation du résultat net en compte de « report à nouveau ».

A l'issue de cette affectation, le solde du compte « report à nouveau » ressort négatif de - 1 485 MFCFA.

RAPPORT D'ACTIVITES DU Conseil D'Administration

D'ACTIVITES 2003

1. Au Plan Exploitation et Production

Les prévisions budgétaires 2003 sont sous-tendues par un contexte général caractérisé par les points suivants :

- L'entière disponibilité de l'outil de production après l'arrêt métal.
- La reconstruction des bacs de stockage de produits finis.
- L'augmentation de la capacité d'expédition des bitumes par l'installation d'une pompe à grand débit.

L'on devrait pouvoir atteindre un traitement de l'ordre de 280 KT de brut à bitumes.

2. Au Plan Commercial et Logistique

Le premier trimestre de l'exercice 2003 enregistre au niveau des ventes 26 KT de bitumes contre 25 KT en 2002, soit une hausse en volume de 3%.

Cette tendance devrait s'améliorer et permettre de réaliser des ventes de 140 KT de bitumes au terme de l'exercice 2003. Il est prévu l'ouverture de nouveaux débouchés en Angola et au Congo-Brazzaville.

Au plan de la logistique, il est prévu en 2003 de réaliser des investissements hautement stratégiques afin de se positionner résolument comme un partenaire incontournable dans toute la région. Ces investissements permettront :

- d'augmenter la capacité d'expédition des

bitumes avec l'installation d'une pompe à grand débit.

- d'accroître de 15 000 TM la capacité de stockage des bitumes par la conversion des stockages de l'ex-Sodesucre en stockage bitume.

3. Au Plan Financier

Dans la perspective du contexte de production en progrès, sous réserve du rétablissement des fondamentaux du secteur du raffinage et de la sortie de la crise en Côte d'Ivoire, le résultat d'exploitation prévu au budget 2003 devrait connaître un niveau satisfaisant au regard de 2002.

Sur le plan financier, il est envisagé en 2003, la mise en place d'un financement (emprunt obligataire et/ou billets de trésorerie) à moyen terme de 5 000 MFCFA pour une durée de 5 ans destiné à financer :

- Le projet de reconstruction du dépôt de l'ex-Sodesucre pour un montant de plus de 3 000 MFCFA ;
- Le renforcement de nos capitaux permanents par la mise en place de ressources externes plus longues et qui permettraient à la SMB de sortir (en partie) du cycle des crédits spots (très onéreux pour notre compte d'exploitation général).

4. Au plan de la gestion des ressources Humaines

L'an 2003 verra le renforcement de la Formation Continue. Aussi l'entreprise compte améliorer son secteur Exploitation/Production en effectif.



RAPPORT GENERAL

Des Commissaires aux Comptes

Etats Financiers annuels

Exercice clos le 31 Dec. 2002



En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société Multinationale de Bitumes, S.A. (SMB), tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

A - OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables généralement édictées par le droit comptable de l'OHADA.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude majeure générée par la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Cette crise a profondément perturbé l'environnement économique du pays et de la sous-région, et engendre un risque systémique élevé pour l'ensemble des agents économiques opérant en Côte d'Ivoire.



RAPPORT GENERAL

Des Commissaires aux Comptes

Etats Financiers annuels

Exercice clos le 31 Dec. 2002



Les Commissaires aux Comptes

B - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Fait à Abidjan le 29 avril 2003.

DAOUDA SANGARÉ
Expert-Comptable Diplômé

ERNST & YOUNG
CHRISTIAN MARMIGNON
Expert-Comptable Diplômé
Associé



RAPPORT SPECIAL

Des Commissaires aux Comptes

Sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 Dec. 2002



En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention d'assistance continue de la SIR à la SMB

Administrateur commun: SIR,
représentée par
Monsieur OTTRO Zirignon Laurent.

Nature et objet : Convention par laquelle la société SIR s'engage à assister de façon générale la SMB dans l'exploitation et l'entretien de ses unités de production. Les domaines couverts par cette convention sont les suivants :

- Mise à disposition du «Savoir faire SIR».
- Mise à disposition du service médical.
- Assistance maintenance et suivi technique.
- oeuvres sociales.
- Locations de bacs.
- Maintenance logiciel industriel.
- Location de terrain.
- Mise à disposition de personnel.
- Fourniture d'utilités.

Modalités et rémunération: Les montants facturés à la SMB au titre de ces différentes prestations au cours de l'exercice 2002 sont les suivants :

- Rémunération au titre du «savoir faire SIR» : FCFA 114 millions.
- Rémunération au titre de la mise à disposition du service médical : FCFA 24 millions.
- Rémunération au titre de la maintenance et du suivi technique : FCFA 288 millions.
- Rémunération au titre des oeuvres sociales : FCFA 27 millions.
- Rémunération au titre de la location des bacs : FCFA 20 millions.
- Rémunération au titre de la maintenance des logiciels industriels : FCFA 4,2 millions.

RAPPORT SPECIAL

Des Commissaires aux Comptes

sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 Dec. 2002

- Rémunération au titre de la location du terrain SIR : FCFA 7 millions.
- Rémunération au titre de la mise à disposition de personnel : FCFA 187 millions.
- Rémunération au titre de la fourniture d'utilités : FCFA 280 millions.

Convention de location de lignes de bitume avec la société PETROCI

Administrateur concerné: **Petroci**

Nature et objet: Convention par laquelle la société Petroci loue ses lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération: Le montant facturé à la SMB au titre de cette prestation s'élève à FCFA 120 millions pour l'exercice 2002.

Fait à Abidjan le 29 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

Daouda Sangaré
Expert-Comptable Diplômé

Convention de location de bacs de la société Shell-CI

Administrateur concerné: **Shell-CI**

Nature et objet: Convention de location par la société Shell-CI de bacs de stockage de bitume et de lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération: Les montants facturés à la SMB au titre de ces locations pour l'exercice 2002 s'élèvent à FCFA 50 millions pour la location de lignes.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous été données avec les documents de base dont elles sont issues.

ERNST & YOUNG

Christian Marmignon
Expert-Comptable Diplômé
Associé



TEXTE DE RESOLUTION

A soumettre à L' Approbation de L' Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2003



PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, approuve ce document dans son intégralité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes, approuve ce document dans toutes ses parties.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, sur les conventions visées par l'article 438 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés commerciales, déclare approuver ces conventions et donne quitus aux Administrateurs à cet égard.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des

Etats Financiers de synthèse arrêtés au 31 décembre 2002, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne décharge aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé à tous les Administrateurs.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration, au titre de l'exercice écoulé, une indemnité de fonction dont le montant brut est fixé à 10,6 MFCFA.

Cette indemnité de fonction sera répartie entre les Administrateurs par le Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à



TEXTE DE RESOLUTION

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire de L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2003

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la cooptation par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2002, de Monsieur Yves BOHA DJERE en qualité d'Administrateur pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur Monsieur TIOKO DJEDJE Vincent, démissionnaire, soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelant à statuer sur les comptes annuels de l'exercice 2003.

L'Assemblée Générale Ordinaire remercie Monsieur TIOKO DJEDJE Vincent pour la qualité de son assistance à la société.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate l'existence d'une perte nette de 1 799 MFCFA.

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux propositions du Conseil d'Administration du 28 avril 2003, décide d'affecter les résultats comme suit :

Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....

DIXIEME RESOLUTION

Le Président du Conseil d'Administration, après ana-

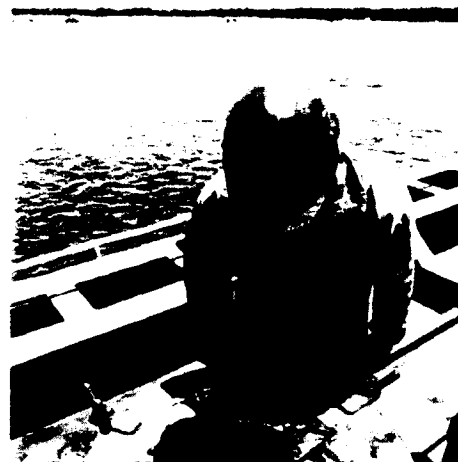
lyse et approbation du Conseil d'Administration sur les termes et conditions de l'emprunt obligataire, propose à l'Assemblée Générale d'autoriser cet emprunt obligataire d'un montant de FCFA 5 (cinq) milliards à émettre par la SMB et de donner pouvoir au Conseil d'Administration et à la Direction Générale de la SMB afin de réaliser cette opération.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....

ONZIEME RESOLUTION

L'ensemble des résolutions précédentes ayant été adopté, tous pouvoirs sont donnés au porteur de copie ou d'extrait certifiés conformes du présent procès-verbal pour faire accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....



ETATS Financiers



ETATS Financiers

BILAN CONDENSE

(en millions de francs CFA)

ACTIF		Exercice 2002		Exercice 2001
Rubriques	Bruts	Amort./Prov.	Nets	Montants
ACTIF IMMOBILISE				
Charges immobilisées				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et developpement				
Brevets, Licences, Logiciels	127	60	67	84
Autres immobilisations incorporelles	24	24	0	1
Immobilisations corporelles				
Terrains	49	0	49	0
Bâtiments	896	309	587	0
Installations et agencements	254	214	40	127
Matériels	8 583	5 810	2 773	1 294
Matériels de transport	176	108	68	6
Avances et acomptes versés sur immobilisations	0	0	0	0
Immobilisations financières				
Titres de participation	4	0	4	504
Autres immobilisations financières dont H.A.O.	479	222	257	289
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	10 592	6 746	3 845	2 305
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
Stocks				
Marchandises	291	0	291	
Matières premières et autres				
Approvisionnements	3212	0	3212	5 730
Produits fabriqués	1649	0	1649	1 849
Créances et emplois assimilés				
Fournisseurs, avances versés	82	82	0	0
Clients	8 645	40	8 604	66
Autres créances	1 298	0	1 298	268
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	15 177	123	15 054	14 476
TRESORERIE - ACTIF				
Titres de placement	0	0	0	149
Valeurs à encaisser	0	0	0	4
Banques, chèques postaux, caisse	1 401	0	1 401	452
TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	1 401		1 401	605
Ecart de conversion - Actif (IV)	105		105	142
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	27 274	6 869	20 405	17 529



ETATS Financiers

BILAN CONDENSE

(en millions de francs CFA)

CLASSIFICATION	Exercice 2002	Exercice 2001
Rubriques	Montants	Montants
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILES		
Capital	1 218	1 218
Primes et réserves	725	646
Réserves indisponibles	905	905
Réserves libres	314	543
Report à nouveau	(1 799)	391
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 363	3 703
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Emprunts	185	311
Dettes financières diverses	0	0
provisions financières pour risques et charges	445	1 098
TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	630	1 409
TOTAL RESSOURCES STABLES	1 994	5 113
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
Clients, avances reçues	0	53
Fournisseurs d'exploitation	6 600	5 588
Dettes fiscales	42	136
Dettes sociales	64	56
Autres dettes	12	19
Risques provisionnés	90	101
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	6 808	5 954
TRESORERIE PASSIF		
Banques, crédits d'escompte		
Banques, crédits de trésorerie	11 562	6 399
Banques, découverts	26	23
TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	11 588	6 421
Ecart de conversion - Passif (V)	15	41
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 405	17 529

ETATS Financiers

COMPTE DE RESULTAT

(en millions de francs CFA)

CHARGES	Exercice 2002	Exercice 2001
Rubriques	Montants	Montants
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Achat de marchandises	1 568	0
- Variation de stocks	(291)	0
Achat de matières premières et fournitures liées	18 423	25 361
- Variation de stocks	2 828	(317)
Autres achats	634	607
- Variation de stocks	305	731
Transport	1 346	2 586
Services extérieurs	2 690	1 826
Impôts et taxes	545	388
Autres charges	344	173
Charges de personnel	931	960
Dotations aux amortissements et aux provisions	529	602
Total des charges d'exploitation	29 853	32 917
ACTIVITE FINANCIERE		
Frais financiers	640	449
Perte de change	632	570
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	222
Total des charges financières	1 272	1 241
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	31 124	34 158
HORS ACTIVITES ORDINAIRES H.A.O.		
Valeurs comptables de cessions d'immobilisations	512	23
Charges H.A.O.		
Dotations H.A.O.		
Total des charges H.A.O.	512	23
 Impôts sur le résultat	 65	 413
Participation des travailleurs		
Total participation et impôts	65	413
TOTAL GENERAL	31 702	34 594

ETATS

Financiers

COMPTE DE RESULTAT

(en millions de francs CFA)

Rubriques	Montants	Montants
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	1 457	0
MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	180	0
Ventes de produits fabriqués	25 753	33 174
Travaux, services vendus	209	220
CHIFFRE D'AFFAIRES	27 418	33 394
Production stockée (ou déstockage)	(199)	(32)
Production immobilisée		
MARGE BRUTE SUR MATIERES	4 511	8 317
Autres produits	208	106
VALEUR AJOUTEE	(965)	2 113
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(1 896)	1 153
Reprise de provisions	939	226
Transferts de charges	714	274
Total des produits d'exploitation	29 081	33 967
RESULTAT D'EXPLOITATION	(772)	1 050
ACTIVITE FINANCIERE		
Revenus financiers	4	23
Gains de change	141	980
Reprises de provisions		
Transferts de charges		
Total des produits financiers	144	1 002
RESULTAT FINANCIER	(1 128)	(239)
Total des produits des activités ordinaires	29 225	34 969
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	(1 900)	811
HORS ACTIVITES ORDINAIRES H.A.O.		
Produits des cessions d'immobilisations	678	16
Produits H.A.O.		
Reprises H.A.O.		
Transferts de charges		
Total des produits H.A.O.	678	16
RESULTAT H.A.O.	166	(7)
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	29 903	34 985
RESULTAT NET	(1 794)	391

